



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 14 décembre 2020

Extrait de la délibération affiché le **21 décembre 2020**.

L'an deux mille vingt, **le quatorze décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 8 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Aurélien **LECACHEUR**, Aliké **PERENDOUKOU**, Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE** (présent à partir de la délibération n°3 – D.204).

Excusés ayant donné pouvoir

Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Isabelle **CREVEL** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Éric **LE FEVRE**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Virginie **VANDAELE** donne pouvoir à Damien **GUILLARD**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Edith **LEROUX**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 14 décembre 2020

2020.12/206

RESSOURCES HUMAINES – LOGEMENTS DE FONCTION – FIXATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – L'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la Fonction Publique Territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, dispose que :

« Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance par la collectivité ou l'établissement public concerné, en raison notamment des contraintes liées à l'exercice de ces emplois. »

La délibération précise les avantages accessoires liés à l'usage du logement.

Les décisions individuelles sont prises en application de cette délibération par l'autorité territoriale ayant le pouvoir de nomination ».

Le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement a modifié les conditions d'octroi des logements de fonction dans les administrations de l'Etat. En vertu du principe de parité avec la fonction publique de l'Etat, ses dispositions sont applicables aux agents des collectivités territoriales.

Aussi, il existe deux régimes juridiques permettant d'attribuer un logement de fonction : la nécessité absolue de service et la convention d'occupation précaire avec astreinte.

Le conseil municipal doit ainsi, à l'aune du décret du 9 mai 2012 :

- fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué ;
- préciser pour chaque emploi s'il ouvre droit à une concession pour nécessité absolue de service ou à une convention d'occupation à titre précaire avec astreinte.

1°) Logements de fonction pour nécessité absolue de service

L'attribution d'un logement de fonctions pour nécessité absolue s'effectue pour raison de « sûreté, sécurité et responsabilité » impliquant que l'agent soit logé sur place ou à proximité immédiate.

Il est attendu de l'agent une obligation de disponibilité totale. Cette notion de disponibilité totale doit être définie par la collectivité de façon à respecter la vie privée des agents logés ainsi que leur temps de repos.

La concession de logement accordée pour nécessité absolue de service comporte la gratuité du logement nu. La fourniture gratuite ne comprend pas les charges (eau, gaz, électricité, chauffage...) qui doivent être supportées par les agents occupant le logement.

Le logement pour nécessité absolue de service est :

- Non cumulable avec l'indemnité d'astreinte,
- Cumulable avec toutes les autres primes notamment avec les indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires

2°) Logements avec convention d'occupation précaire avec astreinte

Pour cette situation, l'existence d'une astreinte est la seule justification pour attribuer un logement de fonctions.

Dans cette situation, l'agent doit verser une redevance égale à 50% de la valeur locative réelle des locaux occupés. Les charges doivent également être supportées par l'agent.

La redevance fait l'objet d'un précompte mensuel sur la rémunération de l'agent.

Le logement avec convention d'occupation précaire avec astreinte est :

- Non cumulable avec l'indemnité d'astreinte,
- Cumulable avec toutes les autres primes notamment avec les IHTS.

Ainsi, afin d'assurer la sécurisation des bâtiments et des espaces publics communaux, il est proposé d'attribuer trois logements de fonction pour nécessité absolue de service.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le budget de l'exercice 2020,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 33, 34 et 41,

VU la loi n° 90-1067 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, et notamment son article 21,

VU les dispositions des articles R2124-64 à D2124-75-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,

VU le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement,

VU le décret n° 2013-651 du 19 juillet 2013 modifiant le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme des concessions de logement,

VU l'arrêté du 14 décembre 1954 relatif aux conditions d'occupation par des agents des communes et de certains établissements publics communaux, d'immeubles appartenant à ces collectivités ou détenus par elles,

VU l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte,

VU l'avis du comité technique du 4 décembre 2020,

CONSIDERANT

- Que l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 permet aux collectivités territoriales d'accorder à certains agents des logements de fonction ;
- Que le régime juridique des logements de fonction a été modifié par le décret du n° 2012-752 du 9 mai 2012 ;
- Qu'il est nécessaire pour des raisons de sûreté, sécurité et responsabilité des bâtiments et espaces publics communaux de définir des sujétions particulières pour trois agents de la collectivité, justifiant de concéder des logements de fonction pour nécessité absolue de service ;
- Que l'attribution des logements de fonction relève de la compétence de l'assemblée délibérante et doit être soumise en amont pour avis au comité technique.

VU le rapport du Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'adopter la liste ci-dessous des emplois pour lesquels il est attribué un logement de fonction pour nécessité absolue de service.**

Emploi	Adresse du logement
Agent du service des sports, responsable de la logistique	2 rue Pablo Picasso
Assistant technique du service bâtiments	4 rue Pablo Picasso
Agent des services techniques	30 rue Raoul Dufy

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.